

# Christine Lagarde, résistante européenne



Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne, au WEF de Davos le 23 janvier 2026. (GIAN EHRENZELLER/EPA)

**PORTRAIT** L'actuelle patronne de la BCE a incarné au WEF une Europe qui refuse de se laisser dominer par les Etats-Unis. Evoquée parmi les papables pour reprendre la direction du forum grison, elle pourrait y mettre à profit son expérience de gestionnaire de crises

SÉBASTIEN RUCHE

Même si le monde change, certains comportements et certaines déclarations doivent rester inacceptables. C'est le sens que l'on peut donner à l'un des coups d'éclat du toujours très policé WEF de Davos, lorsque Christine Lagarde a quitté mardi dernier un dîner en plein discours du secrétaire au Commerce américain. Howard Lutnick s'en prenait alors vertement à l'Europe, ce qui lui valut d'être chahuté par certains participants et, donc, ignoré par la Banque centrale européenne (BCE).

Pilier de la réunion grisonne, la Française a ainsi posé des limites face à ce représentant d'une administration Trump décidée à remettre en cause le statu quo, aujourd'hui et maintenant. Si l'ex-avocate avait voulu poser un jalon pour le futur du WEF, elle ne s'y serait pas prise autrement. Perçue comme l'une des successeuses possibles du fondateur de la manifestation Klaus Schwab, désormais écarté, Christine Lagarde y reviendra-t-elle en tant que présidente?

Elle a déjà précisé qu'elle entendait mener à terme son mandat à la BCE, qui court jusqu'à octobre 2027. Mais si l'ancienne ministre française prenait effectivement les rênes du WEF à l'avenir, elle se retrouverait en terrain connu. Accéder au sommet d'une institution dans un moment de crise est en quelque sorte devenu sa spécialité.

## «Il y aura un autre appel»

En 2008, elle est chargée de l'Economie sous la présidence de Nicolas Sarkozy lorsque éclate la plus grande crise financière de l'histoire récente. Trois ans plus tard, ayant succédé à Dominique Strauss-Kahn à la tête du Fonds monétaire international (FMI), elle doit éviter l'implosion de la zone euro. Lorsqu'elle

part en 2019 prendre la présidence de la BCE, le covid abat l'économie mondiale, avant que l'invasion russe en Ukraine ne provoque un pic d'inflation extraordinaire.

Durant son parcours, Christine Lagarde semble moins avoir effectué des choix qu'avoir répondu à des appels à exercer des responsabilités publiques, expliquait-elle en 2023 au *Financial Times*. «Je n'avais pas le choix. On m'a appelée. J'ai répondu oui, parfois en prenant des risques. Mais j'ai aussi apprécié», résumait la désormais septuagénaire. Ce qu'elle fera ensuite? «Il y aura un autre appel», pronostiquait alors l'une des femmes les plus puissantes au monde.

**«Je n'avais pas le choix. On m'a appelée. J'ai répondu oui, parfois en prenant des risques. Mais j'ai aussi apprécié»**

CHRISTINE LAGARDE, PRÉSIDENTE DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

En réalité, l'appel du WEF est déjà venu, lancé par Klaus Schwab lui-même, a reconnu le fondateur du forum l'an dernier. Dans le cadre d'un plan de succession dont les deux protagonistes ont discuté «depuis plusieurs années», selon lui, abordant les possibilités pour que la Française quitte la BCE avant le terme de son mandat – elle a précisé en juin dernier qu'elle ne le ferait pas. Un appartement dans la Villa Mundi du WEF, dans la très chic commune genevoise de Cologny, aurait même déjà été réservé pour elle.

Au WEF, où l'ex-championne de natation synchronisée siège au conseil de fondation depuis 2008, le défi serait même double: non seulement la pertinence de la réunion grisonne est remise en cause, mais la gouvernance informelle de la planète vacille sous les coups de boutoir des populismes.

«Il y a davantage de gens qui parlent les uns aux autres, plutôt que les uns avec les autres», résumait récemment Larry Fink, patron du géant de la finance BlackRock et, *ad interim*, du Forum de Davos. Depuis, Donald Trump a menacé de nouvelles taxes douanières les pays européens qui refuseraient de le laisser «acquérir» le Groenland.

L'occupant de la Maison-Blanche est revenu en arrière, mais ce nouvel épisode a alimenté la polarisation du monde, un autre terrain connu pour Christine Lagarde. La Normande d'origine s'était exprimée sur la fragmentation de l'économie mondiale en blocs géopolitiques concurrents lors du symposium de la Réserve fédérale américaine de Jackson Hole en 2023. Cette dynamique complique la tâche des autorités publiques, avait-elle estimé. Avant de reconnaître plus tard qu'elle ne s'attendait pas à ce que les choses évoluent si rapidement.

## Toujours au centre des équilibres

La grande force de Christine Lagarde, écrivait fin 2023 *Le Monde*, est de parvenir à se placer au centre des équilibres politiques. Sa nomination à la BCE a ainsi résulté d'un jeu de pouvoir entre l'Allemagne – qui placerait Ursula von der Leyen à la tête de la Commission – et la France – qui hériterait de la BCE.

Néanmoins, son apprentissage n'a pas été un long fleuve tranquille, avec une condamnation pour négligence dans l'affaire Tapie-Crédit Lyonnais en 2016 et des erreurs de communication en tant que ministre ou à ses débuts à la BCE. Notamment en début de mandat lorsqu'elle déclara que l'institution «n'était pas là pour réduire les écarts de taux entre les différents pays de la zone euro [*spreads* en jargon financier, ndlr]». Un commentaire compris comme le signe que la BCE ne défendrait pas un pays attaqué par les marchés financiers et qui déclencha une brève fièvre boursière, avant d'être rapidement clarifié. «Mais sur les grandes décisions, elle a plutôt été bonne», jugeait un ancien membre du directoire de la BCE, toujours dans *Le Monde*. ■